

LA LIBERTÉ

journal quotidien politique et religieux

O. I. X. M. V. X.

Trois mois fr. 6
 six mois 11
 un an 20

Rédaction et Expédition

BUREAUX : Grand'Rue, à Fribourg
 La rédaction rend compte des ouvrages dont deux exemplaires
 lui sont adressés.
 Elle annonce ceux dont elle reçoit un exemplaire.

BUREAU DES ANNONCES : Grand'Rue, 10, à Fribourg.

Prix de la ligne ou de son espace : 15 cent.

Des remises sont faites sur les annonces souvent répétées.
 Lettres et argent franco.

UN PROJET D'OFFICE INTERNATIONAL POUR LES AFFAIRES MATRIMONIALES

II

Pour donner une idée des nombreux conflits, qui résultent de la variété des législations, nous allons énumérer quelques cas, rapportés par M. Garnier :

1^o Le 3 juillet 1867, un Bavaïrois épouse à Paris une Française, conformément à la loi française. Or, cette union fut considérée comme nulle en Bavière, parce que l'époux avait négligé de se procurer une autorisation préalable de l'autorité compétente de son endroit d'origine. L'époux put donc se remarier à Ratisbonne, à l'église protestante; tandis que sa femme, dont le mariage est considérée en France comme valable, se trouve condamnée à une espèce de veuvage, sans qu'elle puisse jamais se remarier.

2^o L'Israélite Maurice B., originaire de Hongrie et directeur d'une Compagnie d'assurance dont le siège est à Prague (Autriche), épouse civilement à Berlin une Berlinoise, de confession évangélique. Quelques mois après, la femme intente à Prague une action de nullité pour cause de différence de religion. Après trois instances, le mariage fut déclaré nul, parce que la loi hongroise, qui régit la capacité personnelle de l'époux lors de son mariage, admet ce cas de nullité, ou plutôt, qu'elle n'admet pas la validité du mariage contracté entre juifs et chrétiens. La Cour suprême de Prague motiva son jugement par rapport à la femme, en établissant que, pour qu'un mariage soit valable, il ne suffit pas de la capacité personnelle de l'une des parties contractantes, mais il est indispensable que les futurs époux soient tous deux capables de contracter mariage, et, par conséquent, qu'on ne pouvait pas tenir compte de ce que la loi allemande, qui régit la capacité personnelle de la femme, n'interdisait pas les unions entre baptisés et non baptisés.

Deux époux français avaient leur domicile en France. Le mariage avait été célébré en Angleterre. Or, en Angleterre on apprécie la capacité de contracter mariage uniquement d'après la loi anglaise. On s'était, par conséquent, borné à demander aux futurs époux

de déclarer solennellement qu'ils avaient atteint l'âge de 21 ans, limite au-delà de laquelle, d'après la loi anglaise, le consentement des père et mère ou autres ascendants n'est plus nécessaire. En outre, aucune publication n'avait lieu en France. Ce mariage fut déclaré nul par les tribunaux français, attendu que les formalités prescrites par le code civil relativement aux mariages contractés à l'étranger (consentement des ascendants et publications au domicile sur territoire français) n'avaient pas été remplies. Dans le but de se remarier en Angleterre, la femme attaqua le dit mariage devant les tribunaux anglais, mais ici sa demande fut rejetée. Voilà donc des Français qui sont mariés en Angleterre et célibataires en France! De semblables conflits ont donné lieu déjà plus d'une fois à de graves abus. C'est ainsi qu'on voit des Français, mariés régulièrement en Angleterre, trouver moyen de se débarrasser de femmes qui leur sont devenues à charge, ils s'en vont tout simplement demander l'annulation de leur mariage aux tribunaux français, et ces tribunaux la leur accordent, toujours en se basant sur les mêmes motifs : à savoir que les dispositions du code civil (article 170) n'ont pas été observées.

On se rappellera à cet égard que, lors de la dernière session du Parlement britannique, l'honorable H. S. Northcote, député d'Exeter, a interpellé le gouvernement anglais au sujet des mesures qu'il comptait prendre pour mettre fin au trafic qui se fait journellement avec des femmes anglaises qui se croient légitimement mariées à des Français.

4^o D'autre part, des tribunaux anglais ont déclaré nul un mariage contracté valablement en Danemark selon la loi danoise entre un veuf et la sœur de sa femme défunte, le dit veuf étant originaire d'Angleterre, mais ayant élu domicile au lieu de la célébration de son mariage. Le jugement y relatif dit que le domicile des contractants n'était pas un domicile sérieux, c'est-à-dire qu'il n'avait été élu qu'en vue de se soustraire aux dispositions de la loi anglaise qui interdit d'une manière absolue, le mariage entre beau-frère et belle-sœur.

5^o Mett, un Allemand originaire de Marbourg (Hesse-Cassel), s'était établi en

Angleterre et avait obtenu la naturalisation. Il avait épousé à Francfort la demi-sœur de sa femme défunte. Ce mariage, valable d'après la loi de Francfort, fut déclaré nul en Angleterre après la mort de M. Mett; et le testament du dit Mett, qui instituait sa femme comme légataire universelle, fut invalidé en faveur d'un précédent testament qui faisait passer toute la fortune à des collatéraux.

Nous croyons devoir, à ce propos, rendre attentif au cas qui pourrait se présenter en Suisse, si un Suisse y épousait sa belle-sœur, d'origine française, sans avoir obtenu préalablement l'autorisation du chef de l'Etat, soit du président de la République française. Un semblable mariage, quoique valable en Suisse, ne le serait pas en France, le code civil établissant d'une manière absolue que la capacité des Français qui contractent mariage à l'étranger est régie uniquement par la loi française. La dite épouse ne serait par conséquent, aux yeux des tribunaux français, que la concubine de son mari et ses enfants de simples bâtards! Si jamais le mari survivant devait hériter d'une fortune qui serait revenue de droit à sa femme, il se verrait frustré de son héritage qui passerait tout entier à la parenté naturelle de sa femme.

Les catholiques font suivre tout naturellement le mariage civil du mariage religieux. Or, l'état de choses actuel ne permettant pas d'assurer d'une manière certaine, du moins pas au préalable, la validité du mariage civil contracté entre étrangers, il peut en résulter cette fâcheuse anomalie, qu'un mariage qui aura été contracté valablement devant l'Eglise et par conséquent ne peut plus être dissout par la Cour de Rome, pourra être annulé par un tribunal civil du pays d'origine de l'époux, sans qu'il y ait aucun moyen de remédier à cette annulation; en outre, les dits époux pourront être séparés de force par l'autorité civile de leur pays, pour cause de concubinage.

Voilà le mal : il s'agit de trouver le remède.

NOUVELLES SUISSES

PEAGES. — On écrivait de Berne, le 13 novembre, au *Genevois* :

« La commission des tarifs de péages du conseil des Etats s'est réunie lundi à Berne. Son président, M. Rieter (Zurich), lui a fait la proposition d'inscrire la mention du montant du droit proportionnellement à la valeur (pour cent) de l'objet frappé, en regard de chaque article des deux tarifs, tel qu'il a été admis par le Conseil fédéral, par le Conseil national et par la commission des Etats. Ces chiffres seront comparés à ceux qui étaient primitivement fixés, soit 1 % pour les matières brutes, 2 % pour les produits demi-fabriqués, etc., jusqu'à 10 % pour objets de luxe et qui sur bien des points ont été notablement dépassés. Il est curieux de voir les partisans du tarif général à outrance reculer à la veille de la délibération; il semble qu'ils désiraient arriver à une entente avec les libre-échangistes et ceux qui voudraient d'un tarif général très modéré en vue seulement des traités de commerce à venir. Les protectionnistes sentent bien que le peuple rejettera leur œuvre et c'est ce qui dès maintenant va les rendre beaucoup plus traitables. Cette manifestation est d'un excellent augure pour les intérêts de la Suisse romande. La commission entendra MM. Hammer et Droz; il est bien possible que le tarif des péages disparaisse des tractanda de la session de décembre. »

On télégraphie au même journal :

« La commission des péages a entendu MM. Droz et Hammer. »

« Sur la proposition de M. Rieter relative au remaniement du tarif général dans le sens d'un abaissement des taxes en vue d'arriver à un compromis entre protectionnistes et libres-échangistes (voir plus haut), la commission a décidé de proposer aux Etats de ne pas traiter la question en décembre et de renvoyer la proposition Rieter à l'étude d'une sous commission devant être désignée ultérieurement, tous droits réservés de part et d'autre, si la transaction n'aboutit pas. »

Berne

Nous avons dans son temps relaté la mise en accusation de M. Ernest Daucourt, député du Jura, et rédacteur du journal le *Pays*. Il était accusé de complicité dans les détournements du notaire Chappuis. Nous avons dit aussi que nous ne pouvions voir

prier Zoé Cobra de la recevoir, et Zoé Cobra lui ouvrit les bras, trop heureuse d'aider à nous frapper au cœur.

— Ah! s'écria le romancier, cette Vipère vient de rentrer chez elle, je monte en voiture, je cours, je ramène ma fille.

— Elle refusera de vous suivre.

— Je l'y contraindrai.

— Vous n'avez pas lu toute la lettre... Cécile vous apprend qu'elle profite des leçons renfermées dans votre ouvrage les *Filles Majeures*...

— Mon Dieu! mon Dieu! murmura Nanteuil. Puis salissant les deux mains de sa femme.

— Oh! fit-il, mon malheur est complet, ma fille, notre joie, me quitte, et vous ne semblez ni la regretter, ni me plaindre.

— Je la retrouverai, dit Augustine d'une voix brève.

— Mais moi! moi!

— Vous! répondit M^{me} Nanteuil en éclatant, vous resterez seul au foyer d'où vous aurez chassé la fille et la mère. Vous y resterez pour y travailler à des œuvres plus malsaines encore que celles écrites jusqu'ici... Savez-vous pourquoi je ne me suis pas enfiée de cette maison, le jour où j'ai parcouru les livres dont vous m'aviez interdit la lecture, c'est que Cécile me retenait. Je ne pouvais manquer à cette enfant, et faire rejallir sur elle le scandale de notre séparation. Mais Cécile a quitté le logis. Cécile veut, en dépit de tout, risquer la bataille du bonheur, rien ne me retient désormais. Vous me regardez sans paraître me comprendre, vous semblez vous demander si je suis sous le coup d'une subite attaque de folie... Détrompez-vous,

adieu à Cécile, on chercha vainement celle-ci — Serait-elle souffrante? demanda Angèle à sa tante.

— Je vais le savoir, répondit Augustine, saisie d'une crainte indéfinissable.

Elle remonta rapidement l'escalier conduisant à l'étage habité par sa fille, et, un instant après, Nanteuil entendit pousser une clameur de désespoir.

— Toussaint! fit-il, venez, il est arrivé un malheur!

Et laissant le dernier groupe d'amis qui lui disaient adieu, il s'élança à son tour dans l'appartement de Cécile.

XI

SÉPARATION

M^{me} Nanteuil, les cheveux défaits, le visage bouleversé, se tenait debout près de la cheminée, et froissait une lettre entre ses doigts crispés. Quand son mari s'approcha, Augustine se redressa, le feu de l'indignation sécha les larmes dans ses yeux, elle s'avança au devant du romancier, et lui tendant la feuille de papier déchirée :

— Lisez, dit-elle, lisez, et que ce soit votre châtiment!

Nanteuil ne vit qu'un mot, un seul :

— Partiel! s'écria-t-il, Cécile est partielle!

— Oui, répondit Augustine, partie, parce que, méprisant le vouloir de son père, elle s'obstine à devenir la femme de Kasio Vlinski. Les conseils comme les raisons ont échoué... Elle va

Cécile n'eut pas le temps d'en dire davantage, la femme de chambre entra pour s'occuper de la toilette des jeunes filles.

Lorsque Angèle se trouva seule, elle demeura troublée de l'entretien de sa cousine comme d'un adieu. La charmante fille regarda le portrait de sa mère, comme si elle en attendait un conseil, puis, obéissant à Cécile, elle pria...

M^{lle} Kire vint l'habiller, et Angèle se laissa faire belle comme un rêve de printemps, sans qu'une pensée de coquetterie s'éveilla dans son âme.

Vers neuf heures, elle descendit au salon avec Cécile.

M^{me} Nanteuil n'avait pas eu le courage d'arborer une toilette gaie, et, par une fantaisie que l'on trouva charmante, elle s'habilla de tulle noir et de jais. Des grenades rouges éclataient dans ses cheveux noirs et faisaient à sa poitrine une grande tache pourpre.

Les invités se pressèrent dans les salons, et les trois Vipères ne manquèrent pas d'y venir. On ne les avait point soupçonnées d'être les auteurs de la lettre anonyme qui détruisit le bonheur d'Augustine, et celle-ci les reçut avec la même grâce banale. Toutes trois rayonnaient. On eut dit qu'elles pressentaient que l'orage couvrait dans cette demeure pleine de bruit, de mouvement et de lumière. Jamais elles n'avaient paru si gaies. Nanteuil se prodiguait, masquant les préoccupations du lendemain par l'urbanité du maître de maison. La musique fut exquise, on dansa un peu. Vers une heure, les invités s'éclaircèrent, et quand il ne resta plus qu'un petit nombre d'intimes souhaitant dire un affectueux

30 FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

LES CRIMES

DE LA PLUME

PAR

RAOUL DE NAVERY

(Suite.)

VIII

MONSIEUR PHARÉS

— Il ne m'a point abandonnée quand j'étais seule au monde, je ne le quitterai jamais.
 — Merci dit Cécile en embrassant sa cousine.
 Tu seras, un jour, tout pour moi... Tu rempliras sa place... Tu lui parleras de moi quand elle se permettra... Enfin, quoi qu'il advienne, j'aimerais-t-elle en couvrant les joues d'Angèle de baisers et de larmes, ne m'accuse pas! ne m'oublie jamais! et puisque tu sais prier, prie pour cette maison dont le bonheur s'envole...

dans son cas le moindre caractère délictueux. L'événement vient de le prouver.

Tandis que Chappuis a été condamné à 3 1/2 ans de réclusion par les assises du Jura dont la session s'est terminée mardi dernier, M. Daucourt a été acquitté purement et simplement et libéré de tous frais.

C'est la seule issue que nous pouvions attendre de ce procès, qui n'a pu être intenté à M. Daucourt que par un zèle politique exagéré.

**

Il y a quelques jours, un nommé Schlüchter engageait une servante de Wittenbach, avec laquelle il entretenait des relations, à prendre son argent et à se rendre avec lui chez l'officier d'état civil. La malheureuse se laissa persuader par son amant, quitta l'auberge où elle était en service et le suivit. En chemin, ce scélérat la saisit à la gorge et l'étrangla avec un mouchoir, puis enfouit son cadavre dans un marais et le recouvrit habilement de mousse. Mais le cadavre fut retrouvé et l'enquête amena la découverte du coupable qui a tout avoué.

Soleure

Quatre personnes du village de Rosières avaient entrepris, dimanche passé, 4 novembre, une excursion au Binzberg, sommité du Jura située près de Gensbrunnen. De là, ils firent encore l'ascension du Sennberg, où ils passèrent la nuit dans une ferme. Deux des excursionnistes devant être de retour le lundi de bonne heure, se mirent en route au milieu de la nuit pour regagner Rosières. Mais ils se trompèrent de chemin dans l'obscurité et, dans la direction de Cremines, ils furent précipités au bas d'une paroi de rochers haute d'une centaine de pieds. On les retrouva le lendemain vivant encore, mais affreusement blessés.

**

On lit dans l'*Olt. Wochbl.* : Le nombre des cessions de biens dans notre canton atteint maintenant un chiffre absolument anormal. Sur une population de 82,000 habitants où l'on compte environ 18,000 électeurs, il ne se produit pas moins de 700 cessions de biens chaque année. En dix ans cela ferait donc 7000 cas de privation des droits civils et politiques. 7000 faillies sur 18,000 électeurs ! En 1882, le nombre des cessions de biens s'est élevé à 709 ; en 1881 à 726.

Mais il est un fait non moins digne de remarque, c'est l'augmentation constante du chiffre des pertes occasionnées par les faillites et les cessions de biens. En l'année 1882, le total de ces pertes s'est élevée à la somme de 3,532,225 fr. tandis qu'en 1881 il était de 2,699,506. Il y a donc augmentation en un an de 836,819 fr.

Saint-Gall

La semaine dernière, un petit garçon de quatre ans est mort d'une horrible mort à Saint-Fiden. Il avait vu sa mère verser du pétrole sur le feu pour activer les flammes. La mère s'éloigna en laissant son enfant à la cuisine dont elle ferma la porte à clef. Quelques minutes plus tard, un voisin entendit un cri terrible ; en même temps il aperçut comme la lueur d'un incendie. Il accourut dans la maison, mais il dut d'abord enfoncer la porte de la cuisine. Là, un spectacle épouvantable s'offrit à ses yeux. L'enfant gisait sur le sol entouré d'un véritable enfer de flammes. Le petit malheureux avait voulu imiter sa mère ; il avait saisi la bu-

rette au pétrole et avait versé une partie du contenu sur le feu et sur ses vêtements. La pauvre victime a survécu tout un jour à ses brûlures.

Vaud

On écrit de La Sarraz, le 15 novembre : « La cantine de La Sarraz a brûlé cette nuit. C'est une construction qui est utilisée dans les fêtes et qui contient, entre temps, des chars, de la paille, du bois, etc. Elle sert parfois de gîte à certaines personnes. La nuit dernière elle en abritait trois et l'on croit que c'est à l'imprudence de l'une d'elles que le sinistre est dû. Il paraît qu'un homme est resté dans les flammes ; des deux autres qui ont pu s'échapper, un est horriblement brûlé à la tête et aux jambes. »

**

On lit dans la *Feuille d'avis de Vevey* :

« La police ayant dû intervenir fréquemment ces derniers temps pour réprimer des scandales qui se sont produits à la sortie de bals publics dans quelques établissements de la ville, la municipalité de Vevey a autorisé la section de police à refuser toutes les demandes de permission de danses, jusqu'à la fin décembre, à moins que la demande ne soit présentée par une société particulière et que le comité de celle-ci ne se porte responsable des conséquences qui pourraient résulter, si des amendes étaient prononcées pour contraventions au règlement de police. »

NOUVELLES DE L'ETRANGER

Lettre de Paris

(Correspondance particulière de la Liberté.)

Paris, 14 novembre.

Chemins de fer électoraux. — Epuration judiciaire. — Le prince Victor. — Nouvelles parlementaires.

Le budget extraordinaire pour la construction de chemins de fer électoraux sera le signe caractéristique des Chambres de Gambetta. Les chantiers de ces grands travaux, ces caravansérails cosmopolites, rendez-vous du rebut des nations, véritable graine de Pastoureaux, seront l'estampille du gouvernement du 4 septembre, comme ils sont sa seule raison d'être. Quand un crime se commet dans les contrées où sont établis ces chantiers, la clameur populaire les en accuse tout haut, elle n'en cherche pas ailleurs les auteurs : « Encore les cheminaux ! toujours les cheminaux ! » C'est le cri universel.

Les gens du 4 septembre qui nous font subir la calamiteuse expérience d'une troisième République savent très bien qu'à moins d'introduire en France des éléments étrangers, ils ne parviendront jamais à l'y acclimater. C'est pourquoi ils ouvrent ces chantiers, vastes pandémoniums en permanence, où il y aura toujours des voix pour les acclamer et des bras pour appliquer leurs plus iniques décrets, arsenal vivant contre tout mouvement vers la liberté, la raison, la justice, autrement dit contre la conspiration royaliste. Ces chantiers regorgent d'espions prussiens. N'importe : satisfaction est donnée par ce fameux réseau à la Chambre pour les élections de 1885.

Quant à la part faite à l'intérêt général, on en peut juger par les conventions. Les

Compagnies ont estimé qu'il n'y a de réalisable que la moitié du réseau, et encore elles ont stipulé de sages délais pour l'exécution. Le temps est un grand maître et permettra sans doute de laisser inéxecuté quelque chose de ces 9000 km. qu'acceptent les Compagnies pour nous épargner les mécomptes ruineux de l'exécution par l'Etat. Multiplier les voies ferrées est un grand principe économique dont on fait ici une étrange application. Celarappelle Cromwell, faisant graver sur une médaille commémorative du régicide de Charles I^{er} le même verset de la Sainte-Ecriture qui a servi de texte à l'immortelle oraison funèbre de la reine d'Angleterre. On peut abuser des meilleures choses.

Le nouveau mouvement d'épurations judiciaires, publié aujourd'hui par l'*Officiel*, mentionne 26 démissions de juges qui n'ont pas voulu continuer à siéger au milieu de cette magistrature républicanisée. Honneur à ces juges qui vont ajouter leur nom au livre d'or de la magistrature !

On sait que la publication d'un manifeste du prince Napoléon était attendue. Dans l'entourage du prince, on commence à dire que cette publication pourrait bien être ajournée. Il n'y aurait urgence, disent quelques-uns des familiers du prince, que si, du côté des monarchistes, on avait l'air d'agir. Or, on ne voit (suivant les jérémistes) rien de semblable. Il est d'autre part certain que le prince Victor ne fera aucune réponse à l'Adresse de dévouement qui doit lui être remise.

Il paraît très probable que le banquet qui devait être offert au prince Victor n'aura pas lieu. En tout cas, il n'aurait pas l'importance politique qu'on voulait d'abord lui donner, le prince Victor tenant à rester, provisoirement au moins, dans la plus grande réserve.

Toutefois les bonapartistes affectent, en ce moment, des allures très mystérieuses. Les initiés murmurent à l'oreille que, d'ici à deux mois, de grands et décisifs événements se produiront en ce qui touche la discipline intérieure du parti et son union.

Le bruit court que le gouvernement ne pourra se contenter d'un emprunt de 350 millions. Il lui faudrait 500 ou 600 millions pour parer à toute éventualité. Il est donc question d'émettre un emprunt d'un milliard au printemps prochain. On ne croit pas que M. Tirard puisse mener à bonne fin cette œuvre, d'autant plus qu'il prétend pouvoir se passer de la haute banque.

Trois groupes républicains étaient convoqués pour cette après-midi au Palais-Bourbon : l'extrême-gauche, la gauche radicale et l'union républicaine.

Le dernier groupe doit délibérer sur la question du Tonkin et sur celle des incompatibilités.

Les projets déposés par le gouvernement sur ces deux questions ne paraissent pas acceptables à une importante fraction de la majorité.

L'union républicaine doit examiner la question de savoir s'il ne conviendrait pas de déléguer son bureau auprès de MM. Feuillee et l'amiral Peyron pour leur demander de modifier leurs projets respectifs.

La gauche-radical procèdera à l'installation de son nouveau bureau. Quant à l'extrême-gauche, elle s'occupera principalement de la demande de crédits pour le Tonkin.

tant de femmes à l'abîme, et vous jouiriez en paix de l'honneur de vos femmes et de la pudeur de vos filles ! C'est impossible ! Celui qui tue par l'épée mourra par l'épée, et la parole est un glaive à deux tranchants. N'accusez que vous du drame qui se passe aujourd'hui dans votre famille, n'accusez que vous-même de la révolte de votre fille, et du dédain qui succède à ma tendresse... Vous m'avez volé l'estime que je vous portais, mon admiration, mon amour, mon enthousiasme ! On citait votre nom partout, vous étiez célèbre... que dis-je ? populaire... Eh bien, moi, je l'atteste, vous avez attiré la foudre, et vous tomberez dans la fosse que vous avez creusée... et nul ne s'étonnera du châtiment qui vous atteint.

— Vous êtes cruelle ! trop cruelle ! dit Nanteuil.

— Je ne suis que juste. Je vous accuse d'avoir perverti le cœur de mon enfant...

— Ne suis-je pas assez puni par sa fuite ? demanda le romancier.

— Je vous accuse d'avoir brisé mon cœur, et je m'éloigne.

— Toi toi aussi !

— Moi... la provinciale si bien peinte dans le *Trait d'Union*, la créature bêtement confiante qui considérait comme un devoir de vous obéir... Des fruits dangereux m'étaient tendus, toutes les tentations m'étaient offertes ! mais je vous aimais, vous croyant loyal et fidèle... Je gardais quelques-uns de vos lauriers et une pureté, et vous raillez cette naïveté sainte...

— Jamais ! jamais ! s'écria le romancier, mes amis savent avec quel respect je leur parlais de toi !

Lettre de Rome

(Correspondance particulière de la Liberté.)

Rome, 12 novembre.

L'indéfectible vitalité de l'Eglise se manifeste par l'influence qu'il est donné au Vicaire de Jésus-Christ d'exercer pour le bien de la société en péril. On annonce maintenant de bonne source que ses patients efforts pour le rétablissement de la paix religieuse en Suisse promettent d'aboutir à une solution satisfaisante. La fin de l'exil de Mgr Mermillod et sa nomination à l'évêché de Lausanne et Genève a déjà aplani bien des difficultés. D'autres le seront bientôt, relativement à la question du Tessin, par l'administration épiscopale séparée qui serait assurée aux catholiques de ce canton, d'un commun accord avec le Conseil fédéral. Enfin, plusieurs indices permettent d'espérer que l'on arrivera aussi à une solution pour le diocèse de Bâle, dont l'illustre évêque, Mgr Lachat, donne depuis si longtemps l'exemple de la fermeté et de la patience, au milieu des épreuves les plus imméritées.

Dans les négociations avec la Prusse, le Saint-Siège préfère insister sur les réparations qu'il croit encore nécessaires pour assurer une paix sérieuse et durable, plutôt que d'accorder prématurément de nouvelles concessions.

C'est ainsi que la Sacrée-Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires s'est prononcée négativement au sujet de la démission immédiate de Nosseigneurs les archevêques de Posen et de Pologne, demandée par le gouvernement prussien.

A la suite de cette décision, M. de Schleizer a demandé et obtenu, le 7 courant, une audience du Saint-Père. On assure que Sa Sainteté a fait au ministre de Prusse une réponse qui ajourne toute décision sur les démissions demandées, jusqu'à ce que le gouvernement prussien ait fait les concessions indispensables sur la liberté d'éducation du clergé et la liberté d'exercice de son ministère.

FRANCE

La lutte est vive entre les deux candidatures républicaines qui se disputent la succession de M. Roselli-Mollet, dans l'arrondissement de Belley. M. Portalis, directeur du *Petit Lyonnais*, qui se pose en intransigeant, a de rudes assauts à soutenir de la part des partisans de son concurrent opportuniste, M. Giguët. Pour le reconforter dans sa tournée électorale, il a fait venir deux députés intrinsèques, MM. Laguerre et Tony Révilion. Mais ces répondants de M. Portalis ont fort à faire contre la meute des opportunistes qui apparaissent en nombre dans toutes les réunions où M. Portalis veut expliquer son programme politique. On lui jette partout à la face certaine lettre qu'il reçut en 1873 du prince Jérôme Napoléon, à la suite d'un article où le candidat intrinsèque d'aujourd'hui faisait appel au prince contre le rétablissement de la monarchie. On crie : A bas Plonplon ! Vive Giguët ! MM. Tony Révilion et Laguerre renvoient à leur part de ces horions. On les renvoie à Paris. Samedi dernier, à Belley, le charivari a été tel qu'on a dû lever la séance. Inutile d'ajouter que tous les officiers du département de l'Ain et bon nombre de ceux de Lyon se distinguent dans cette campagne.

— Est-ce donc l'unique manière de prouver en quel estime on tient sa femme ! peut-être, en effet, mon nom n'a-t-il jamais été prononcé dans ces cabarets à la mode où vous entraînez la fantaisie, et gardiez-vous cette dernière pudeur... Mais ce que vous ne confiez pas à des convives, vous l'étalez dans les pages de vingt volumes, tirés à quarante mille exemplaires... Je me trouve assez insultée, et je pars.

— Mais cela ne se peut pas, je ne le veux pas !

— Je ne l'ai pas cherché !

— Au nom du bonheur évanoui...

— Qu'importe le passé à qui manque l'avenir !

— Au nom des devoirs que tu respectais !

— Vous m'en avez affranchie.

— Mais Dieu te défend de m'abandonner de la sorte !

Augustine laissa échapper un rire strident.

— Dans *Lavida*, vous avez affirmé qu'il n'existe pas.

— Je deviens fou... Oui, je deviens fou !

— J'ai cru, moi aussi, perdre la raison, le jour où j'ai lu vos œuvres...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

— Tu ne sais pas ! oh ! non tu ne sais pas...

contre M. Portalis, à qui le gouvernement ne pardonne pas d'avoir fait élire députés par son journal le *Petit Lyonnais* les citoyens Brialou et Monthilhet. Le concurrent malheureux de ce dernier, M. Thévenet, paraît conduire les troupes opportunistes que soutiennent d'ailleurs vivement les feuilles officielles de Lyon : le *Progrès*, le *Courrier de Lyon* et le *Lyon républicain*.

Tous renient M. Portalis, qu'ils dénoncent comme un bonapartiste : c'est leur grand ou plutôt leur unique argument.

Le spectacle est amusant, on en convient, puisque nous voyons les opportunistes prendre des airs indignés ou guoguenards contre M. Portalis, affectant de triompher aux yeux du public de la lettre du prince Jérôme, alors que ces mêmes opportunistes avaient admis sans difficulté parmi eux le prince Jérôme lui-même, qui faisait partie des 363. Qui ne sait d'ailleurs qu'il y a dans l'armée opportuniste bon nombre de personnes qui ont été jadis au mieux avec l'Empereur ?

Nous ne citerons que M. Paul Bert, lequel exhalait la décoration et que tous les officiers acclamaient aujourd'hui partout où il se prêche ses théories antireligieuses, sans oublier ses manuels d'instruction civique.

Nous ajouterons, pour caractériser encore la moralité de la lutte des opportunistes, dans cette élection de Belley, que le programme de leur candidat ne se distingue pas beaucoup du programme des intrusants. Qu'on en juge. M. Giguët se déclare partisan de la révision de la constitution, du scrutin de liste, de la suppression de l'immovibilité dans toutes les fonctions, de la séparation des Eglises et de l'Etat, du service militaire obligatoire le plus court possible, de la suppression du cumul du mandat législatif et des fonctions salariées.

Le dernier numéro de l'*Univers* continue la série glorieuse des *Hommages à Louis Veuillot*. Nous remarquons surtout une lettre de Mgr Laouénan, vicaire apostolique de Pondichéry, qui rapporte une conversation remarquable avec le grand écrivain. Laissons la parole à Mgr Laouénan :

Monsieur Veuillot, lui dis-je, il faut que vous me permettiez de vous poser une question, bien indiscrète peut-être, mais qui m'a souvent préoccupé au sujet de vos écrits. — Dites, monseigneur, me répondit-il avec ce bon et engageant sourire qui lui était habituel. — Eh, bien repris-je, je crois bien avoir lu la plupart de vos écrits ; j'ai suivi l'*Univers* pendant un grand nombre d'années ; j'ai fait venir vos deux collections de mélanges et je les ai souvent lus ; j'ai lu aussi plusieurs de vos livres ; et j'ai été vivement frappé d'une chose : c'est que, dans cette infinité de livres et d'articles sur tant de sujets divers, le plus souvent écrits au jour le jour, dans l'ardeur de la bataille et de la contradiction, je n'ai jamais rencontré une erreur substantielle contre la doctrine catholique. Vous avez été quelquefois, souvent peut-être, combattu par des hommes considérables, des prêtres et des évêques ; vous avez même été condamné et frappé par quelques-uns ; mais, en ces matières, les questions étaient libres ; vous pouviez soutenir vos opinions sans blesser la foi ; et finalement le Saint-Siège ne vous a jamais, que je sache, reproché des erreurs de doctrine. D'où provient cette espèce d'immunité contre l'erreur ? Voilà la question que je me pose. Il me semble avoir lu ou ouï dire que vous êtes assisté d'un théologien, que vous consultez ou qui vous écrit vos articles ; mais cela m'a paru une réalisation difficile. J'ai pensé quelquefois que vous aviez fait des études théologiques. Bref, je ne me rends pas compte de cette immunité, et je prends la liberté de vous en demander l'explication.

M. Veuillot, souriant toujours, me dit : Il n'y a nulle indiscrétion dans votre demande, et je vais vous satisfaire bien simplement. D'abord, je n'ai aucun théologien consultant, auquel je soumette mes livres et mes articles de journal. Je n'ai pas davantage étudié la théologie. Tout ce que je sais, je l'ai appris le jour de ma conversion. Après ma conversion, j'ai lu beaucoup d'auteurs ecclésiastiques, Bossuet, Bourdaloue, Massillon, et une infinité d'autres ; mais il m'a semblé, en les lisant, que j'y retrouvais simplement ce que je savais déjà.

Je ne répliquai rien ; j'avais compris que ce grand et vaillant défenseur de la sainte Eglise et de sa doctrine avait reçu de Dieu, en même temps que la grâce de sa conversion et de sa vocation spéciale,

« les dons d'intelligence, de force et de science » qui lui étaient nécessaires pour y correspondre pleinement comme il l'a fait. »

AUTRICHE-HONGRIE

Le monde officiel autrichien s'occupe beaucoup en ce moment du prochain voyage de l'empereur d'Autriche à Turin, qui doit avoir lieu au commencement de l'année prochaine, à l'occasion de l'Exposition nationale installée dans cette ville.

Sa Majesté sera accompagnée de l'Impératrice, de l'archiduc Rodolphe et de la princesse Stéphanie. Une entrevue serait arrangée à Turin entre l'empereur François-Joseph, le roi Humbert, le prince impérial d'Allemagne, représentant son père, et le roi Alphonse XII d'Espagne.

On considère cette entrevue comme le prélude d'une quadruple alliance entre l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et l'Espagne.

Le comte Ludolf, ambassadeur d'Autriche-Hongrie auprès du Quirinal, s'est rendu dernièrement à Naples, annoncer officiellement à M. Mancini la visite de son souverain.

La fête du percement définitif du tunnel de l'Arberg aura lieu lundi. Un grand nombre de dignitaires autrichiens y assisteront.

ESPAGNE

La *Gaceta* publie le décret nommant le maréchal Serrano ambassadeur à Paris. Celui-ci partira cette semaine pour Paris, avec la duchesse de Torre et sa fille cadette.

L'itinéraire du prince impérial allemand est officiellement modifié : il débarquera à Valence et sera reçu seulement par le général Banco et les aides-de-camp du roi.

Aucun ministre n'ira à Valence, et il n'y aura ni courses de taureaux, ni représentation de gala à l'Opéra, mais uniquement des banquets diplomatiques et militaires, bal et réception au palais, des chasses et des excursions.

La presse libérale et ministérielle continue à déclarer que la visite n'a aucune signification politique et blâme le langage de la presse allemande.

Les journaux portugais annoncent que le prince impérial d'Allemagne, après son voyage en Espagne, viendra à Lisbonne, où il s'embarquera pour Hambourg, à bord d'un vaisseau allemand.

Le gouverneur de Cuba a signalé, par télégraphe, une forte surexcitation populaire à la Havane, par suite d'un duel, dans lequel un officier espagnol a tué un journaliste cubain. L'effervescence a été calmée par l'énergie des autorités, mais l'état de la colonie est peu satisfaisant.

BELGIQUE

L'Université catholique de Louvain célébrera dans le courant du mois de mai 1884 le glorieux cinquantenaire de sa fondation, ou pour mieux dire, de sa restauration. L'Université actuelle, en effet, continue les traditions de son illustre devancière et son histoire est intimement unie à celle de l'antique *Alma Mater*.

La ville de Louvain ne veut pas demeurer étrangère à ce grand événement. Reconnaisants des bienfaits qu'ils doivent à tant de titres différents à cette institution vaillant nationale, un grand nombre de ses habitants ont résolu d'organiser, pour glorifier l'*Alma Mater*, un cortège historique destiné à rappeler les grands souvenirs du passé, à faire revivre la mémoire des hommes qui ont illustré cette institution séculaire et à signaler les nombreux services qu'elle rend encore tous les jours.

Les anciens étudiants des diverses Facultés et des écoles spéciales, unis aux étudiants actuels, ont voulu se joindre aux habitants de Louvain dans l'expression de ce sentiment de gratitude envers l'Université, si dignement représentée par son corps académique. De tous les points du pays de nombreuses adhésions sont arrivées au Comité organisateur ; aussi a-t-il été unanimement décidé que le cortège historique ne serait pas seulement une fête ayant un caractère local, mais bien une grande manifestation nationale. Afin d'atteindre ce but un Comité général s'est constitué à Louvain et des Comités provinciaux vont être érigés dans les chefs-lieux de province du royaume. Ces différents Comités ont pour mission de recueillir des souscriptions afin de couvrir les frais qu'entraînera l'organisation du cortège.

Celui-ci comprendra une partie ancienne et une partie moderne. Le Comité général espère, grâce au concours des dévoués collaborateurs des autres villes du pays, pou-

voir décider la construction de neuf chars, chacun d'entre eux représentant l'une de nos provinces.

Une circulaire ultérieure fera connaître le programme qui sera arrêté de commun accord avec les Comités provinciaux.

TURQUIE

Une caravane d'une cinquantaine d'Arméniens et de quelques musulmans, qui allait à Van, a été attaquée près d'Erzeroum par les Kurdes, qui ont pillé la caravane, abandonnant les Arméniens nus au milieu des neiges.

Les ambassades ont demandé à la Porte une enquête et la punition des coupables.

Lord Dufferin a remis à la Porte une note très énergique.

CANTON DE FRIBOURG

M. Ch. Bulet a pris possession de son siège de député jeudi matin et a été assermenté.

La séance du Grand Conseil a été consacrée à la discussion du budget. Le budget des recettes a été voté sans modification.

Le budget des dépenses, chapitre premier, M. Biemann a proposé au Grand Conseil de donner l'exemple des économies en renonçant à son indemnité, qui est portée pour 20,000 fr. au budget.

M. Pythou s'étonne de voir mettre en question, à propos du budget, une indemnité qui est fixée par une loi. Ce procédé n'est pas régulier. C'est par voie de motion qu'une pareille question doit être introduite. L'orateur s'étonne d'avantage encore de voir une semblable proposition émaner d'un député de l'opposition. Jusqu'ici c'étaient les représentants de l'ancien régime qui demandaient la gratuité du mandat de député, et le parti démocratique qui voulait, au contraire, que les députés soient rétribués, afin de ne pas interdire l'accès des Chambres aux citoyens qui n'ont pas une fortune. La proposition de M. Biemann tendrait à établir un régime, non pas aristocratique, mais ploutocratique.

M. Jaquet voudrait entrer partiellement dans les idées de M. Biemann en réduisant de un franc par jour l'indemnité des députés. Il propose le renvoi de la proposition au conseil d'Etat.

M. Renney fait ressortir que la proposition de M. Biemann est directement contraire à un article de la Constitution. Il faudrait donc commencer par une révision constitutionnelle.

M. Chassot s'étonne de voir un député de la ville, qui peut assister aux séances sans se déplacer et sans négliger ses affaires, contester aux députés de la campagne, qui sont obligés de venir à Fribourg et d'y faire de la dépense, la minime indemnité qui ne suffit certainement pas à leur entretien. Beaucoup de députés ne sont pas assez riches pour vivre à leurs dépens pendant les sessions, et supprimer l'indemnité revient à dire que les riches seuls pourront être députés.

M. Biemann ne croyait pas, en faisant sa proposition, se voir taxer de haine contre la démocratie. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le Grand Conseil pour voir que ses membres n'ont pas besoin de l'indemnité qui leur est allouée. Le jour où on voudrait supprimer cette indemnité, ce ne sont pas les députés habitant Fribourg qui feraient opposition. L'orateur se rallie à la proposition de M. Jaquet.

M. Pythou : Le renvoi proposé par M. Jaquet est également contraire au règlement. En votant le budget, nous ne faisons que voter des dépenses déjà réglées par des lois antérieures, et nous ne pouvons pas mettre en cause ces lois. Ce n'est pas régulier. Depuis deux ans, un abus énorme s'est introduit dans la discussion du budget, ainsi que des comptes et du compte-rendu : on discute toutes sortes de questions qui exigeraient un remaniement de la législation et qui, par conséquent, aux termes du règlement, ne peuvent être introduites que par voie de motion. Ces discussions sont naturellement stériles. Restons dans la discussion du budget et nous gagnerons du temps : ce sera une économie pour le pays. L'orateur prie la présidence de faire observer le règlement.

M. Vonderweid, président, constate que la proposition de M. Biemann ne peut être mise aux voix puisqu'elle est contraire à la constitution. Le chiffre porté au budget n'étant pas contesté, est dès lors adopté.

Au chapitre III, instruction publique, M. Techtermann insiste pour que, dans les achats pour nos musées, on s'attache avant tout à ce qui a un intérêt historique pour le canton. Ainsi, il regrette qu'on n'ait pas fait l'acquisition des objets découverts dans les

tombeaux burgondes de Fétigny. Il espère que ces objets n'ont pas encore été vendus et prie le conseil d'Etat de ne pas les laisser sortir du canton.

M. Schaller prend note de ce vœu. Au chapitre V, intérieur, M. Biemann propose la suppression du poste d'aumônier de l'hospice de Marsens. M. Fournier s'oppose à la discussion de cette proposition. C'est en vertu d'une loi qu'il y a un aumônier à Marsens ; il ne nous appartient pas de modifier cette loi par un vote budgétaire.

M. Jaquet reconnaît la sollicitude vouée par la direction de l'intérieur à l'amélioration du bétail. Les primes ont fait beaucoup de bien ; mais on a tort de primer les taureaux jusqu'à l'âge de cinq ans ; mieux vaudrait ne pas dépasser quatre ans. En revanche, la limite d'âge est trop basse pour les génisses. En primant jusqu'à l'âge de trois ans et demi les génisses qui n'ont pas fait le veau on favoriserait une amélioration de l'élevage.

M. Jules Glasson regrette de ne rien trouver au budget pour encourager l'industrie laitière, qui a tant besoin d'être améliorée chez nous par l'introduction de progrès réalisés partout ailleurs. Il est probable que la Confédération établira une station fromagère, et il faudrait nous mettre en mesure de l'obtenir pour notre canton, par l'établissement d'une fromagerie modèle.

M. Bossy, conseiller d'Etat, répond à M. Jaquet que tout ce qui est relatif à la distribution des primes a été réglé après avoir pris l'avis des hommes les plus compétents en matière d'élevage. Les idées émises par M. Jaquet seront soumises à un examen. M. Bossy est d'accord avec M. Glasson pour souhaiter que la station fromagère projetée par le département fédéral s'établisse dans notre canton. L'Etat allouait un subside à la fromagerie modèle de Vuadens ; mais elle n'existe plus. S'il s'établissait une fromagerie de ce genre, les encouragements de l'Etat ne lui seraient pas refusés.

La *Liberté* n'a négligé aucune occasion de signaler les économies qui lui paraissaient réalisables dans l'administration de l'Etat. Elle a aussi été dans le cas, à plusieurs reprises, de se plaindre d'abus existants dans certains bureaux de la chancellerie et tout spécialement dans le bureau dit de l'impôt.

On n'a point répondu à nos observations par la voie de la presse ; mais nous savons que, dans des conversations et des rapports, on s'est évertué de faire croire que nous étions animés de sentiments hostiles, mais que tout allait pour le mieux dans le meilleur et le mieux tenu des bureaux.

Le tableau suivant nous servira de réponse :

Frais relatifs à l'impôt des fortunes.

Exercices	Traitements fixes des employés	Frais relatifs au dit impôt Journaux suppl. impressions etc.	Total
1868	2,600	7,053 34	9,653 34
1869	2,600	7,206 90	9,806 90
1870	2,600	7,295 53	9,895 53
1871	2,600	7,481 45	10,081 45
1872	3,312	8,497 39	11,809 39
1873	4,473 20	10,949	15,422 20
1874	4,695 47	9,836 12	14,531 59
1875	4,644 75	10,190 71	14,835 46
1876	4,658 90	10,847 13	15,506 03
1877	4,466 85	9,545 37	14,012 22
1878	5,292 95	10,363 17	15,656 12
1879	5,421 60	9,352 62	14,774 22
1880	4,596 20	10,408 36	15,004 56
1881	5,465 60	9,487 28	14,952 88
1882	5,491 25	9,514 34	15,005 59

On voit que les chiffres de 1868 se sont accrus dans une proportion énorme ; nous ne prétendons pas dire que tous ces accroissements soient abusifs. Ainsi :

1° L'augmentation des traitements fixes en 1872 résulte de l'entrée en vigueur de la loi qui a amélioré la position des employés de la chancellerie ;

2° Les frais relatifs à l'impôt sur les fortunes ont été accidentellement et pour une seule fois accrus en 1873, par suite de la réduction du taux de l'impôt de 3 00/00 à 2,80 00/00 ; en 1880, par suite d'une nouvelle réduction du taux de l'impôt de 2,80 00/00 à 2,50 00/00. Dans ces deux circonstances, il a fallu établir à nouveau les cotes d'impôt de tous les contribuables sans exception.

Nous attendons qu'on nous explique les autres augmentations, qui sont permanentes et très considérables, puisque les traitements fixes ont plus que doublé en quinze ans et que le total des frais s'est accru de plus de 60 00/00, quoique le travail de l'établissement de l'impôt soit resté exactement le même.

CHRONIQUE & FAITS DIVERS

Le docteur Casper Wistar, inspecteur de la prison de Moyamensing (Pennsylvanie), a persuadé au Comité du conseil de ville de Philadelphie sur les prisons que l'humanité commande de donner aux convicts de quoi fumer, priser et chiquer.

Le bill du crédit annuel à affecter à la prison de Moyamensing contient un chapitre de 600 dollars pour le tabac des convicts. Quelques membres du Comité ayant exprimé l'avis de supprimer ce chapitre, le docteur Wistar leur en a démontré la nécessité. Il y a quelques années, a-t-il dit, on a privé les prisonniers de leur ration de tabac, par les motifs que les violateurs de la loi n'ont droit à rien qui ressemble au luxe, et que beaucoup de convicts qui n'avaient jamais fait usage de tabac avant leur condamnation en contractent l'habitude en prison, où l'on apprend aux hommes à chiquer et aux femmes à priser. Cette suppression a eu les

effets les plus funestes pour la santé des prisonniers, et on a été obligé de leur rendre leur ration de tabac, l'expérience ayant prouvé que l'usage de cette herbe rend la condition sanitaire des prisons « de 50 % meilleure ». Telle est la proportion exacte établie par les calculs officiels.

Le docteur a conclu par cette déclaration : « Dans le cas de perte d'appétit, cardialgie, dyspepsie et autres maladies causées par une vie sédentaire, le tabac est un puissant médicament. »

Le docteur Wistar a gagné sa cause. Le chapitre a été voté et les convicts de la prison de Moyamensing auront leur tabac.

CURIEUSE PYRAMIDE. — On vient de découvrir dans l'Amérique du Nord, les restes merveilleux d'une civilisation disparue depuis longtemps. Ils sont de la plus grande importance pour l'histoire, se perdant dans la nuit des temps des peuples primitifs de l'Amérique.

A Sonora, dans le Mexique, à environ quatre lieues espagnoles de Magdalena, on a trouvé dans les forêts vierges une pyramide mesurant à sa base 4350 pieds et s'élevant à 750 pieds de hauteur. (Ce serait à peu près le double des dimensions de la pyramide de Chéops.)

De la base à la cime, une large chaussée carrossable s'élève en serpentant autour de cette construction gigantesque. Les murs extérieurs (revêtements), sont construits avec des blocs de granit soigneusement taillés et les courbes sont combinées avec une précision parfaite.

A l'est de la pyramide, à peu de distance de celle-ci, s'élève une petite montagne de même hauteur, laquelle a été entièrement transformée en habitations creusées dans le roc. Il y a là des centaines de petites chambres de cinq à quinze pieds de largeur et de dix à quinze pieds de longueur, toutes taillées dans la pierre et avec le plus grand soin. Ces cellules ont en moyenne huit pieds de

hauteur; elles sont dépourvues de fenêtres et n'ont qu'une seule entrée, laquelle se trouve le plus souvent au milieu du plafond. Les parois sont couvertes de nombreux hiéroglyphes et de figures fantastiques ayant des mains et des pieds humains. On trouve aussi, dispersés çà et là, de nombreux ustensiles de pierre.

Il est difficile, pour le moment, de préciser d'une manière exacte à quelle époque et à quel peuple il faut attribuer ces monuments; on croit cependant que ces travaux sont dus aux ancêtres des Mayas, une tribu d'Indiens qui existe encore dans le sud du Sonora; cette race a les yeux bleus, les cheveux blonds et le teint clair; elle se distingue par ses mœurs, son application au travail et sa tempérance. Les Mayas possèdent une écriture et ont des connaissances en mathématiques et en astronomie.

M. SOUSSENS Rédacteur.

ALMANACHS

pour

1884

Almanach du Coin de feu . . .	50 ct.
„ des Chaumières . . .	50 „
„ du Laboureur . . .	30 „
„ de l'Atelier . . .	30 „
„ du bon catholique . . .	50 „
„ du Sacré Cœur . . .	50 „
„ de la France illustrée . . .	60 „
„ de la Première communion . . .	40 „
„ de la France et des familles . . .	50 „
„ du Soldat . . .	25 „
„ de l'Ouvrier . . .	50 „

Ces almanachs populaires sont un des agréments du foyer pendant les longues soirées d'hiver. Tous contiennent des récits variés, des anecdotes intéressantes, toujours honnêtes et édifiantes, qui instruisent en amusant et amusent en instruisant! On y trouve de nombreuses gravures; plusieurs contiennent des portraits très réussis des célébrités catholiques contemporaines.

En vente à l'Imprimerie catholique Fribourg.

NB. Si l'on envoie le prix d'avance ne timbres-poste, ajoutez dix centimes pour frais de port.

EXAMEN

EN FORME DE PRIÈRE
D'après la première des trois méthodes de saint Ignace sur les trois facultés de l'âme et les cinq sens.

(Traduit du P. Albert Tytkowski, S. J.)
Edition d'Augsbourg, 1761, sous le titre

Exercitia, ad calcem
Prix de l'exempl. 5 cent.; la douz. 50 cent.

GERBES POÉTIQUES

par Louis GROSS,

édition de luxe, avec portrait de l'auteur et préface par M. Biolley, conseiller d'Etat. Prix : 3 fr. 50

NOTICE HISTORIQUE SUR SAINT MAURICE ET SA LÉGION

forte brochure traduite de l'allemand, avec des notes inédites. Prix : 50 c.

En vente à l'Imprimerie catholique et à l'Indruierie Schmidt à Sion.

LE PLUS BEAU JOUR DE LA VIE

ou lectures édifiantes à l'usage des enfants qui se préparent à la première communion. Traduit de l'allemand,

Par M. SCHNEUWLY, Directeur des écoles.

Ouvrage approuvé par S. G. Mgr Rampa, évêque de Coire, et Sa Grandeur Mgr Cosandey, évêque de Lausanne. — 240 pages, avec une chromolithographie et 23 gravures sur bois.

Prix cartonné avec dos doré : 2 fr. — Très jolie reliure en toile anglaise : 2 fr 75.

En vente à l'Imprimerie Catholique à et la librairie Meyll, à Fribourg.

ZURICH 1883
DIPLOME
AVEC LES MEILLEURS

et les plus nombreux

CONSIDÉRANTS



Demandez le prix-courant richement illustré à notre dépositaire pour Fribourg.

M. Jules Lalive,
(H 8347) entrepreneur.

MUSIQUE

pour pianos, à des prix exceptionnellement avantageux chez A. Rody, libraire.
(732) (H 745 F)

AVIS AUX COMMUNES

On trouve à la librairie A. Rody, N° 123, Rue de Lausanne, des cahiers à souche pour tous les Bons et Reçus des Administrations communales. Ces cahiers ont été imprimés selon les indications du receveur des comptes. (733) (H 744 F)

BROCHURES

de propagande

La médaille miraculeuse de Marie Immaculée, ou les espérances de l'Eglise. Prix : 20 cent.
Le Congrès eucharistique de Liège. Discours de MM. de Belcastel et Verspeyen 20 cent.
Le respect humain. 20 cent.
Les Indulgences 20 „

VIE RÉFLÉCHIE

ou pratique de l'examen quotidien, extraite pour plus de commodité de la Via compendii du P. F. Neumayer, S. J. et adaptée par la même auteur aux trois manières de prier de saint Ignace.
1 vol. relié, prix 50 cent.



REVUE

DE LA

SUISSE CATHOLIQUE

RECUEIL MENSUEL, LITTÉRAIRE, HISTORIQUE

SCIENTIFIQUE ET RELIGIEUX

Douze années d'existence ont consacré l'opportunité et la nécessité de cette publication, qui complète le cycle des feuilles périodiques éditées par l'Imprimerie catholique.

La Revue de la Suisse catholique s'occupe spécialement de donner aux questions actuelles un développement que ne comporte pas le cadre étroit des feuilles quotidiennes.

Un comité d'éclésiastiques compétents, sous la direction de M. JACCOMB, professeur, s'est constitué dans le but de faire entrer dans cette publication, à côté des études historiques, scientifiques et littéraires, des sujets intéressants plus particulièrement le clergé du diocèse.

Abonnements pour la Suisse, 7 francs par an. Pays de l'Union postale, 9 francs.

13 GRAND'RUE, IMPRIMERIE CATHOLIQUE SUISSE, GRAND'RUE 13

HISTOIRE AUTHENTIQUE

DES

SOCIÉTÉS SECRÈTES

depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours

LEUR RÔLE POLITIQUE, RELIGIEUX ET SOCIAL

Par un ancien ROSE-CROIX

Un beau volume in 8°. — Prix : 5 francs.

On désirait une Histoire authentique des Francs-Maçons dont l'influence, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, est devenue prépondérante dans le monde des événements contemporains, et plus spécialement en France, à cette heure critique.

Pour une histoire de cette sorte, il fallait avant tout un écrivain compétent; or, personne ne saurait contester l'irréfutable autorité de l'ancien Rose-Croix, dont les prophétiques révélations ont, à plusieurs reprises, produit une véritable sensation.

Cette nouvelle publication de la plus rigoureuse exactitude a, par certains côtés, tout le charme d'un roman. Elle est aussi intéressante qu'instructive. Les 40,000 lecteurs des Révélations d'un Rose-Croix feront bon accueil à cet ouvrage, où ils trouveront unis à la vraie science la verve mordante et l'humour qui ont fait de l'ex-dignitaire maçonnique un des auteurs les plus populaires de ce temps.

13 GRAND'RUE, IMPRIMERIE CATHOLIQUE SUISSE, GRAND'RUE 13

L'épidémie des cabarets.

Conseils aux habitants des campagnes.

PAR D. THIERRIN, RÉVÉREND CURÉ DE PROMASENS

Prix : 60 cent.

En vente à l'Imprimerie catholique à Fribourg; chez MM. Ackermann et Baudère à Bulle; M. Waldmeyer, à Châtel-St-Denis; M. Stajessi à Romont, et M. Lambelly à Estavayer.